

Forum mondial sur l'accès à la terre et aux ressources naturelles (FMAT 2015).

jeudi 26 juin 2014

Lors d'une conférence organisée à Louvain-la-Neuve par la Maison du Développement Durable, l'UCL, et Etopia avec Jigme Thinley et P.V. Rajagopal : "[Expériences du sud pour un nouveau paradigme de développement](#)", P.V. Rajagopal a annoncé le projet d'une marche sur le plan mondial, un projet colossal prévu pour l'automne 2015, suite à celles qu'il avait [organisées en Inde](#) en 2007 [1]. et en 2012 (50.000 participants).

Ce sera à l'occasion du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre en automne 2015.

Voici l'Appel du forum mondial.

Sommaire

- [APPEL](#)
- [Présentation du FORUM](#)



APPEL

Dix ans après le Forum Mondial sur la Réforme Agraire FMRA (Valencia, 2004) et la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural CIRADR (Porto Alegre, 2006), et dans le prolongement de l'Année Internationale des Agricultures Familiales (AIAF), nous, signataires du présent appel, soulignons la nécessité de réunir à nouveau, dans un débat ouvert, différents acteurs sociaux et institutions pour faire avancer la réflexion et améliorer l'accès des agriculteurs pauvres à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles.

La situation actuelle - persistance de la faim, croissance démographique, exclusion, chômage massif, crise environnementale et perte de souveraineté alimentaire - ainsi que les acquisitions, locations et concessions foncières, invitent à revisiter la question de l'accès à la terre et aux ressources productives. Si la rentabilité financière des investissements est souvent au rendez-vous, elle n'est pas garante, loin de là, de leur efficacité économique, ni de l'intérêt des populations concernées et des générations à venir. Le choix de promouvoir des entreprises agricoles basées sur la production d'un petit nombre de denrées, grandes consommatrices d'intrants de synthèse et d'énergie fossile, et basées sur l'emploi de travailleurs salariés, se traduira-t-il par un accroissement significatif de la production et de la richesse produite ? Permettra-t-il la création d'emplois et de revenus pour des centaines de millions d'actifs aujourd'hui sur la voie de l'exclusion, et autant ou davantage appelés à entrer sur le marché du travail ? La révolution

agricole à venir, susceptible à la fois de nourrir correctement 9 milliards d'humains, de donner du travail au plus grand nombre et d'éradiquer la faim, pourra-elle être basée, comme par le passé, sur un remplacement massif du travail par du capital ? Comment faire en sorte que les principes énoncés dans le cadre des « directives volontaires » se traduisent effectivement dans les faits par le respect des droits des populations et la promotion d'un développement durable ?

Enfin, la question des droits et des « biens communs » nous semble devoir être réinscrite à l'agenda des discussions internationales. L'accaparement massif des ressources de la planète, par-delà la diversité de ses manifestations, traduit leur marchandisation toujours plus étendue, au nom de la croissance et du bien-être à l'échelle mondiale. Mais cela conduit à ignorer les dimensions historiques, écologiques, sociales, culturelles et politiques des dynamiques en cours, et à minimiser leurs impacts. Dans ce contexte, il nous semble indispensable de remobiliser la question des droits de l'homme, élargie à celle du droit des populations à disposer d'un accès équitable à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles et de leur droit à mettre en œuvre les systèmes de production les plus conformes à la fois à leurs choix techniques, écologiques, économiques et culturels, et à l'intérêt général.

Nous appelons les organisations de la société civile et les institutions gouvernementales à se mobiliser pour que soit ouvert un forum mondial consacré à l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Il est indispensable de mettre en débat les analyses et les propositions de chacun sur les évolutions en cours et les problèmes majeurs qu'elles engendrent. Nous appelons la réunion d'un tel forum pour dégager et mettre en œuvre les réponses les plus efficaces pour les résoudre.

Présentation du FORUM

Antécédents

Il y a déjà longtemps que la question de l'accès à la terre est reconnue comme un passage obligé vers l'amélioration des conditions de vie des populations rurales les plus vulnérables et vers l'amélioration de la sécurité alimentaire du plus grand nombre. En 1979, La Conférence Mondiale sur la Réforme Agricole et le Développement Rural, organisée par la FAO, concluait à la nécessité de distribuer la terre à ceux qui n'y avaient pas accès et aux producteurs qui n'en avaient pas assez pour vivre dignement de leur travail. En 1996, Le Sommet Mondial sur l'Alimentation réuni par la FAO à Rome constatait que le problème de la faim était loin d'être résolu et fixait l'horizon 2015 pour réduire de moitié le nombre de personnes qui souffrent de la faim, objectif qui fut reconnu comme hors de portée six ans après, à l'occasion d'un nouveau sommet réuni sur le sujet (2002). En 2004, la FAO, dans son rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le Monde, soulignait que la faim continuait sa progression à l'échelle mondiale.

[\(lire la suite sur le site du Forum\)](#)

Voir en ligne : [FMAT 2015](#)

P.-S.

Parmi la liste des premiers signataires actuels, visible [sur le site du Forum](#), on trouve beaucoup d'organisations paysannes et de la société civile des cinq continents.

[Voir aussi sur le site de L'arcenciel mon article sur Jigme Thinley et P.V. Rajagopal](#)

Notes

[1] À l'arrivée à Delhi, de nombreux activistes indiens ainsi que 100 000 participants attendront les marcheurs pour une manifestation pacifique. Cette marche est d'une envergure sans précédent : c'est le plus grand mouvement de plaidoyer pour les droits des Sans terre depuis le combat de Gandhi et l'indépendance de l'Inde